tant le plateau continental entre les îles de l'Arctique canadien et le Groënland. Des négociations devraient bientôt commencer pour la délimitation du plateau continental adjacent au territoire français et au territoire des États-Unis.

A l'Organisation des Nations-Unies, le Canada est engagé dans d'importants préparatifs en vue de la Conférence de 1973 sur le droit de la mer. Notre objectif est de voir reconnaître sur le plan international le droit des États côtiers d'administrer les pêcheries adjacentes à leurs rivages et de se réserver une part préférentielle des prises. Nous effectuons de même un travail préparatoire en vue de la Conférence de 1973 sur la pollution marine. Notre objectif à cet égard sera que les travaux de la Conférence aboutissent, si possible, à une interdiction de la pollution causée par les navires. La Conférence de Stockholm sur le milieu humain qui aura lieu en juin offrira une autre occasion de renforcer le droit international de manière à protéger tout particulièrement le milieu marin. Les négociateurs canadiens ont déjà assuré, dans une certaine mesure, que le programme d'action mis au point à Stockholm soit pratique et non seulement bien inspiré.

Il y a d'autres domaines où le développement de nouvelles dispositions de droit international se révèle indispensable. La piraterie aérienne en est un. Le Canada a négocié avec Cuba un accord bilatéral qui ferait de l'intervention illégitime à l'égard d'un aéronef un délit grave puni d'extradition. Nous avons récemment invité les négociateurs cubains à venir à Ottawa dès qu'ils seront prêts en vue de ce que nous espérons être l'étape finale des négociations. Au mois de mai, nous déposerons un projet de convention sur l'enregistrement des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique devant l'organe compétent des Nations Unies. Le même mois, nous poursuivrons, à la Deuxième Conférence de la Croix-Rouge sur le droit humanitaire, une initiative canadienne lancée l'an dernier à la Première Conférence et qui vise à garantir les droits fondamentaux de l'homme même dans les conflits qui ne sont pas de caractère international.

Les membres du Comité savent à quel point le Gouvernement se préoccupe depuis quelque mois des relations du Canada avec les États-Unis. Il s'agit là d'une question très vaste que je n'ai pas besoin de résumer aujourd'hui. J'en discuterai toutefois bien volontiers avec vous si vous le désirez.

Nos relations avec le monde en voie de développement continuent de présenter un ensemble complexe de problèmes. J'aimerais traiter ici la question, sous l'angle des responsabilités qui m'incombent au titre de l'aide au développement comme de la politique étrangère.

Dans trois semaines, l'ouverture de la CNUCED III